

# socialplatform

## Comment sortir de la crise constitutionnelle ? Renforcer la démocratie participative et la dimension sociale

MESSAGE ADDRESSÉ AUX CHEFS D'ÉTAT ET DE GOUVERNEMENT DANS LE  
CADRE DE LA PÉRIODE DE RÉFLEXION ET  
EN VUE DU CONSEIL EUROPEEN DE JUIN 2006<sup>1</sup>

*En tant qu'ONG sociales européennes, nous avons activement participé aux travaux de la Convention sur l'avenir de l'Europe. Notre action au sein de la Plate-forme sociale a permis la création d'un groupe de travail supplémentaire, chargé des questions sociales. Nous avons également lancé une campagne pour une «Europe (non) conventionnelle» et défendu des positions communes tout au long du processus d'élaboration du Traité constitutionnel<sup>2</sup>. La Plate-forme sociale est aussi membre du groupe de contact de la société civile qui a lancé la campagne act4europe.*

*Au cours des travaux de la Convention et de la période de ratification, nous nous sommes investis dans des actions destinées à sensibiliser les groupes généralement exclus du processus décisionnel au débat constitutionnel. Nous avons élaboré des outils de formation sur la dimension sociale du traité, en analysant le pour et le contre du texte, et avons stimulé les débats sur l'avenir de l'Europe parmi nos membres.*

*Tout au long du processus, nous avons en outre dénoncé l'absence d'implication de la société civile (particulièrement à l'échelon national) et le manque de reconnaissance de la dimension sociale. Nous redoutons qu'aucune solution ne soit apportée à l'issue de la période de réflexion pour combler ces déficits et prions instamment les chefs d'État et de gouvernement de l'Union européenne de mettre ces points à l'ordre du jour du Conseil Européen de juin 2006.*

Le Traité constitutionnel de l'Union européenne ne pourra pas être adopté par les 25 États membres **sans un large consensus de leur opinion publique**. Pour obtenir le soutien des citoyens, il faut leur donner les moyens de s'approprier le texte du traité. **Voici quelques pistes à explorer pour y parvenir:**

- ✓ **mettre en place un processus ouvert, structuré et visible** avec pour objectif déclaré de parvenir à un accord sur la constitution, dans le respect du **principe de démocratie participative**;
- ✓ **refléter dans les discussions sur le traité constitutionnel les besoins et les aspirations des citoyens** ;
- ✓ **prendre des mesures concrètes afin de répondre à la demande généralisée de renforcement de l'intégration des questions sociales dans toutes les politiques de l'Union.**

<sup>1</sup> Cette résolution a été adoptée le 15 mai 2006 par le groupe de pilotage de la Plate-forme sociale.

<sup>2</sup> Pour plus de détails sur la campagne de la Plate-forme sociale pour une Constitution européenne sociale, veuillez consulter le site <http://www.socialplatform.org/code/en/camp.asp?Page=136>

---

## METTRE EN PLACE UN PROCESSUS OUVERT, STRUCTURE ET VISIBLE POUR PARVENIR A UN ACCORD CONSTITUTIONNEL: LA DEMOCRATIE PARTICIPATIVE EN PRATIQUE

---

Les ONG sociales souhaitent avant tout réaffirmer leur **soutien à la méthode de la convention**, qui avait également été suivie pour l'élaboration de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne. Nous considérons en effet qu'il est essentiel de continuer à garantir la participation d'un large éventail d'acteurs dans les débats sur le futur traité constitutionnel et qu'une conférence intergouvernementale ne peut être le lieu d'un tel dialogue. Toutefois, **la méthode de la convention souffre d'un manque évident de visibilité à l'échelle nationale et les chefs d'État et de gouvernement sont directement responsables de cette situation.**

À la suite du «non» français et néerlandais, le Conseil européen de juin 2005 a décidé d'engager une période de réflexion. Les chefs d'État et de gouvernement ont donné les orientations pour l'organisation de débats nationaux en invitant les institutions européennes à apporter leur contribution au processus. À cet égard, la Commission a hérité d'un rôle clé de structuration. **Les ONG sociales estiment que cette période de réflexion n'a pas bénéficié de l'impulsion politique nécessaire et n'a pas permis de tirer parti du véritable engouement populaire qu'ont suscité les référendums organisés dans plusieurs pays.**

**Cette période de réflexion semble avoir davantage pour objectif de tuer le temps avant les prochaines élections nationales<sup>3</sup> que d'inviter les citoyens européens à prendre part à une réflexion constructive sur les améliorations à apporter au traité constitutionnel.** Convaincues de la nécessité de multiplier les formes de démocratie participative, les ONG sociales ne peuvent que s'opposer à cette démarche attentiste. Car s'il est vrai que les élections représentent un moment clé dans la vie démocratique de l'Union européenne (à condition toutefois que l'Europe soit à l'agenda politique), il n'en reste pas moins que la démocratie implique un dialogue permanent avec la société civile, ainsi que la participation du plus grand nombre au processus décisionnel.

Les ONG sociales estiment que **la contribution de la Commission à la période de réflexion, baptisée Plan D, s'est avérée inefficace.** Ce plan n'a fait qu'ajouter à la confusion en introduisant dans le débat la notion de démocratie ou les concepts de consultation et de communication et en proposant une série d'initiatives dépourvues de lien direct avec un véritable processus de révision des traités de l'Union (ambassadeurs de la bonne volonté européenne, table ronde européenne sur la démocratie, le site internet «*Debate Europe*», etc.). Le Plan D est aussi davantage une initiative unilatérale qu'un véritable effort d'engager un dialogue avec les citoyens.

**En revanche, les ONG sociales accueillent favorablement la résolution du Parlement européen qui permet d'identifier le problème en des termes clairs** («le traité de Nice n'offre pas une base viable pour la poursuite du processus d'intégration européenne») **et de dégager d'excellentes pistes pour aller de l'avant.** Nous adhérons tout particulièrement au concept de «nouveau dialogue»<sup>4</sup> tel que le décrit la résolution et au fait que «l'avenir du modèle économique et social européen» soit cité parmi les six thèmes prioritaires communs à débattre.

Les ONG sociales se félicitent également de **l'appel lancé par le Parlement européen à toutes les associations et organisations de la société civile** pour «faire de l'entrée en vigueur de la Constitution l'une des priorités de leurs discussions et de leurs débats»<sup>5</sup>. Elles insistent néanmoins sur le fait qu'**il ne sera possible de mobiliser la société civile que si le processus mis en place pour parvenir à un accord constitutionnel est de nature ouverte, structurée et visible et offre de réelles opportunités d'influer positivement sur la future constitution européenne.**

---

<sup>3</sup> Lire à ce propos le rapport intermédiaire élaboré conjointement par les présidences britannique et autrichienne sur les «débats nationaux menés dans le cadre de la période de réflexion sur l'avenir de l'Europe». Le rapport offre une vue d'ensemble des initiatives «européennes» mises en œuvre au niveau national: articles rédigés par des personnages politiques en vue, intégration de l'Europe dans les programmes scolaires, sites internet, etc. Ces mesures ponctuelles ne peuvent constituer une stratégie globale propre à surmonter la crise constitutionnelle.

<sup>4</sup> Cf. point 12 de la résolution: « [Le PE] suggère que ce nouveau dialogue, qui devrait être perçu comme une chance de promouvoir la démocratie européenne, soit dirigé et coordonné à travers toute l'Union, soit structuré par des thèmes communs et selon des étapes réalistes conformément à un cadre unique d'évaluation et vise à aboutir à des choix politiques décisifs. »

<sup>5</sup> Cf. point 34 de la résolution du PE

Les ONG sociales invitent les chefs d'État et de gouvernement à envisager:

- **d'indiquer clairement que le traité de Nice ne permet pas à l'Union européenne d'aller de l'avant**, et qu'un nouveau texte est par conséquent nécessaire;
- de reconnaître que **le nouveau texte ne pourra être adopté qu'avec le soutien général des européens** et que la condition indispensable pour obtenir cet appui est de garantir un processus ouvert, structuré et visible pour parvenir à un accord constitutionnel;
- **de soutenir la proposition de «nouveau dialogue» avancée par le Parlement européen** et d'assurer l'adhésion de l'ensemble des institutions européennes, en particulier de la Commission, afin **d'éviter les répétitions inutiles de procédures** et d'initiatives qui pourraient entraver la mobilisation des acteurs de la société civile;
- **d'appuyer la proposition du Parlement européen relative à l'ouverture d'un débat européen autour de six thèmes communs de discussion, en accordant une attention particulière au thème consacré à l'avenir du «modèle social européen»**. Les ONG sociales suggèrent en outre que soit réalisée et publiée une analyse approfondie de ces thèmes, en confrontant chacun d'eux avec les traités actuels et le traité constitutionnel. Cette approche systématique consistant à expliquer les liens entre les six thèmes et les traités aidera les citoyens à formuler leurs opinions et leurs contributions en vue d'améliorer les textes existants;
- **d'améliorer la visibilité et la compréhension du processus par la création d'un site internet de référence** (inspiré de celui de la Convention sur l'avenir de l'Europe) qui fournisse des informations précises sur la structure des débats, sur les moyens mis à la disposition de la population pour y contribuer et sur la manière dont ces participations citoyennes seront mises à profit;
- **de prendre des mesures** concrètes afin de s'assurer que les **personnes les plus éloignées du processus décisionnel** et en particulier les personnes vivant en situation de **pauvreté, d'exclusion ou de discrimination** se voient donner les moyens de **contribuer activement au débat**.

---

## **REFLETER DANS LE TEXTE DES VALEURS ET DES OBJECTIFS QUI REJOignent LES ASPIRATIONS DE LA POPULATION**

---

Quelque soit la décision sur l'avenir du texte constitutionnel les besoins et les aspirations des citoyens doivent être au cœur des discussions. Les ONG sociales estiment ainsi que le traité constitutionnel tel que rédigé par la Convention comporte **des avancées positives qui devront être conservées et renforcées pour que le texte puisse recueillir un vaste soutien**.

Les ONG sociales invitent les chefs d'État et de gouvernement de l'UE à conserver les éléments suivants:

- l'intégration de la **Charte des droits fondamentaux de l'UE au cœur du traité** et la disposition autorisant **l'adhésion de l'UE à la Convention européenne des droits de l'homme (CEDH)**;
- les **nouvelles valeurs de l'UE et notamment la dignité humaine, l'égalité, les droits des minorités** ainsi que la caractérisation des valeurs soutenues par les sociétés des États membres, à savoir **le pluralisme, la non-discrimination, la tolérance, la justice sociale, la solidarité et l'égalité entre les femmes et les hommes**;
- les **nouveaux objectifs internes de l'article I-3** qui invitent l'Union à œuvrer pour **«le développement durable», «une économie sociale de marché qui tend au plein emploi et au progrès social», «combattre l'exclusion sociale et les discriminations et promouvoir la justice et la protection sociales, l'égalité entre les femmes et les hommes, la solidarité entre les générations et la protection des droits de l'enfant»**;

- les nouveaux **objectifs externes** de l'article I-3 qui invitent l'Union à contribuer «**à la solidarité et au respect mutuel entre les peuples, au commerce libre et équitable, à l'élimination de la pauvreté et à la protection des droits de l'homme, en particulier ceux de l'enfant, ainsi qu'au strict respect et au développement du droit international**»;
- **l'article I-47** et la reconnaissance de l'importance de la **démocratie participative**, en complément de la démocratie représentative, ainsi que du rôle joué par les **organisations issues de la société civile**. L'article I-47 instaure également «**l'initiative citoyenne**» qui peut encourager les citoyens à participer activement par le biais de pétitions adressées à l'UE;
- la **clause sociale horizontale (article III-117)**, la **clause de non-discrimination horizontale (article III-118)** et **l'article relatif à l'intégration transversale de l'égalité des genres (III-116)** qui offrent aux politiques communautaires la possibilité de se rapprocher davantage des objectifs sociaux de l'UE;
- **les articles III-266-271** (domaines de la liberté, de la sécurité et de la justice) qui habilite l'UE à légiférer dans les domaines de **la lutte contre le trafic d'êtres humains, en particulier des femmes et des enfants, et de la lutte contre l'exploitation sexuelle des femmes et des enfants**;
- **l'article III -282** qui précise que l'action de l'UE vise à **encourager la participation des jeunes à la vie démocratique de l'UE**;
- **l'article III-122 sur les services d'intérêt général**.

Les ONG sociales invitent les chefs d'État et de gouvernement de l'UE à envisager:

- **de simplifier la procédure d'amendement de la Charte** (les conventions relatives aux droits de l'homme sont des documents vivants et ne devraient pas être immuables);
- **de rendre possible l'adhésion de l'UE à d'autres conventions sur les droits de l'homme (outre la CEDH) et en particulier à la Charte sociale révisée**;
- **d'octroyer à toutes les personnes résidant légalement dans l'UE les mêmes droits que ceux dont jouissent les citoyens européens**;
- **le vote à la majorité qualifiée pour les mesures de lutte contre la discrimination** (article III-124);
- la **constitutionnalisation de la méthode ouverte de coordination (MOC)** en tant que nouvel instrument de l'Union, avec une description claire de la méthodologie applicable à la MOC, soulignant en particulier l'implication de la société civile.

---

## **PRENDRE DES MESURES CONCRETES AFIN DE REpondre A LA DEMANDE GENERALISEE POUR UN RENFORCEMENT DE L'INTEGRATION DES QUESTIONS SOCIALES DANS TOUTES LES POLITIQUES DE L'UNION**

---

Les ONG sociales estiment qu'il est temps pour les chefs d'État et de gouvernement de reconnaître que **l'une des principales critiques formulées à l'encontre du traité constitutionnel de l'Union européenne est l'insuffisance de son volet social**. Répondre à cette critique requiert un renforcement de la dimension sociale du traité constitutionnel en trouvant à **mécanisme capable d'assurer que les politiques sociales** (ou les politiques fiscales ou celles concernant les services d'intérêt général) **qui sont dans leur ensemble des politiques nationales ne soient pas affectées négativement par les politiques européenne dans le domaine économique et du marché intérieur**.

La **directive sur les services**, les **conséquences du pacte de stabilité** ou encore les **pratiques de dumping social et fiscal** sont des sujets qui passionnent les citoyens européens. Il importe à présent de leur démontrer quels changements concrets pourraient apporter un nouveau traité constitutionnel et de leur donner l'assurance que les politiques communautaires ne constituent plus une menace pour le principe de subsidiarité et pour la poursuite d'objectifs tels qu'un niveau élevé de protection sociale, une offre de services d'intérêt général de qualité ou des investissements dans le capital humain et social.

**Trouver une réponse convaincante à ce défi structurel exigera des chefs d'État et de gouvernement bien davantage que quelques mots ajoutés au texte actuel. Il importe dans ce contexte d'étudier de nouvelles formes de gouvernance qui permettront d'établir un juste équilibre entre objectifs sociaux et impératifs en matière d'économie et de marché intérieur.**

La **proposition d'Angela Merkel d'ajouter un «protocole social»** au traité constitutionnel, le **concept de gouvernance socio-économique mis en avant par Guy Verhofstadt** ou la récente proposition de **Romano Prodi en faveur d'un traité pour l'Europe plus court et plus social** indiquent que certains dirigeants de l'UE sont pleinement conscients des défis à relever et qu'ils sont disposés à se pencher sur des solutions concrètes.

Les ONG sociales invitent les chefs d'État et de gouvernement à envisager:

- **de réfléchir aux conséquences d'une gouvernance socio-économique et à la nécessité de prendre des mesures ambitieuses pour garantir la protection des «objectifs sociaux de l'UE», menacés par les objectifs fixés dans le domaine de l'économie et du marché unique;**
- **d'élaborer de nouveaux instruments communautaires afin d'intégrer les objectifs sociaux (tels que reconnus dans les objectifs de l'UE) dans toutes les politiques de l'UE et de garantir la participation proactive des acteurs sociaux tels que les ministères de l'emploi et des affaires sociales, les parlements nationaux, les partenaires sociaux et la société civile, dans l'orientation des politiques communautaires.**

\*

\* \*

La Plate-forme des ONG européennes du secteur social (la Plate-forme sociale) est une alliance de fédérations et de réseaux européens représentatifs d'organisations non-gouvernementales actives dans le secteur social. La Plate-forme sociale promeut la justice sociale et la démocratie participative en se faisant l'écho des préoccupations de ses organisations membres. La Plate-forme sociale et ses membres travaillent à la promotion des principes d'égalité, de solidarité, de non-discrimination, ainsi qu'à la promotion et au respect des droits fondamentaux pour tous, en Europe et plus particulièrement dans l'Union européenne.

La Plate-forme sociale remercie la Commission Européenne pour le soutien financier qu'elle lui apporte. Ce document reflète l'opinion de la Plate-forme. La Commission ne saurait être tenue responsable de l'usage qui serait fait des informations contenues dans ce document. Nous encourageons la reproduction du tout ou d'une partie de ce document avec l'autorisation préalable de son auteur.

**Personne de contact:** Simon Wilson – Directeur - Plate-forme sociale - Square de Meeûs 18 - 1050 Bruxelles  
Tél.: +32(0)2.511.37.14 - Fax: +32(0)2.511.19.09 – [simon.wilson@socialplatform.org](mailto:simon.wilson@socialplatform.org) - [www.socialplatform.org](http://www.socialplatform.org).